



Documents d'Information

SG-AS (2025) 04

15 avril 2025

Communication de la Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire à la 1525^e réunion des Délégués des Ministres* (16 avril 2025)

* Ce document couvre les activités de l'Assemblée parlementaire depuis la réunion du Bureau du 7 avril 2025 et jusqu'à la réunion du Bureau du 22 mai 2025.

I. Deuxième partie de la session Ordinaire de 2025 (7 – 11 avril 2025)

A. Réponse de l'Assemblée à la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine

Lors de [l'ouverture de la session](#), le Président Theodoros Rousopoulos a souligné que l'issue de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine façonnera l'avenir du continent européen. Il a appelé les démocraties européennes à continuer de soutenir pleinement l'Ukraine dans sa lutte contre l'agression brutale et illégale de la Fédération de Russie et renforcer ce soutien autant que nécessaire. Il a souligné que la guerre en Ukraine vise l'ensemble de l'Europe, en s'attaquant aux valeurs et principes communs « qui constituent la colonne vertébrale de notre identité européenne. Ne nous faisons pas d'illusions : dictateur un jour, dictateur toujours ».

Mercredi 9 avril 2025, l'Assemblée a tenu un débat selon la procédure d'urgence sur la [guerre d'agression russe contre l'Ukraine : la nécessité d'établir les responsabilités et d'empêcher l'impunité](#). La [Résolution 2598](#) adoptée, souligne que la guerre lancée par la Fédération de Russie viole les principes juridiques internationaux fondamentaux et nécessite une réponse pour garantir les responsabilités. L'APCE a salué les résultats de la réunion du Groupe restreint à Strasbourg et la finalisation des textes juridiques pour la création d'un Tribunal spécial pour le crime d'agression. Elle a appelé à un accord politique pour aller de l'avant, quelle que soit l'évolution des pourparlers de paix. L'Assemblée s'est également félicitée du lancement de négociations officielles à La Haye sur une commission internationale des réclamations et a encouragé sa création par le biais d'une « convention ouverte du Conseil de l'Europe ». Appelant à un soutien à long terme pour les Ukrainiens déplacés, l'Assemblée a souligné que la protection temporaire ne devrait être levée que lorsqu'une « paix durable, juste et globale » sera en place. Elle a également réitéré son soutien à la réaffectation des actifs gelés de l'État russe pour la reconstruction de l'Ukraine, exhortant les États « à transférer ces actifs à un fonds fiduciaire international » au profit des victimes. L'Assemblée a exprimé son soutien total à la Cour pénale internationale et a appelé tous les États à faire exécuter les mandats d'arrêt contre les suspects russes, y compris Vladimir Poutine. « La paix doit être juste et fondée sur les principes du droit international », a conclu l'Assemblée, insistant sur le fait que « tout règlement final ne devait pas se traduire par une forme d'impunité ».

Il convient également de noter que le Réseau parlementaire sur la situation des enfants d'Ukraine a entendu une présentation de Mme Thórdís Kolbrún Reykþjórd Gylfadóttir, envoyée spéciale du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe sur *La situation des enfants ukrainiens*, et a tenu un échange de vues avec Mme Iryna Suslova, Représentante des droits de l'enfant auprès du Commissaire aux droits de l'homme du Parlement ukrainien et Mme Jean Choi, cheffe de la section de protection de l'enfance de l'UNICEF Ukraine.

B. Suivi du Sommet de Reykjavik

Rappelant « l'obligation faite sans équivoque » de [mettre en œuvre les arrêts de la Cour de Strasbourg](#) « en temps utile et de manière effective », l'Assemblée a exprimé mercredi 9 avril son inquiétude face à l'incapacité de certains États parties à la Convention européenne des droits de l'homme à remédier aux causes sous-jacentes des violations des droits de l'homme identifiées dans certains arrêts. Les parlementaires ont fait référence à des affaires en attente d'exécution qui ont été classées par le Comité des Ministres comme « affaires de référence » (qui mettent généralement en lumière un problème plus large des droits humains qui touche de nombreuses personnes). Neuf États comptent plus de 40 affaires de référence en attente d'exécution : l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Hongrie, l'Italie, la République de Moldova, la Pologne, la Roumanie, la Türkiye et l'Ukraine. Adoptant la [Résolution 2599](#) l'Assemblée a exhorté ces pays « à prendre des mesures d'urgence pour améliorer systématiquement leur exécution des arrêts de la Cour ». Tout en reconnaissant que l'Ukraine est confrontée à des « difficultés particulières en raison de [la] guerre », elle a jugé « absolument inadmissible » que, en Turquie, l'arrêt concernant M. Kavala n'ait pas encore été réglée et que celui-ci soit toujours emprisonné. Les parlementaires ont également souligné « l'obligation permanente » de la Fédération de Russie d'exécuter les arrêts de la Cour et se sont félicités des mesures prises par le Comité des Ministres pour continuer à superviser les affaires concernant ce pays. L'Assemblée a invité les parlements nationaux à « jouer leur rôle » dans l'exécution des arrêts de la Cour, en mettant en œuvre les « Principes fondamentaux du contrôle parlementaire des normes internationales relatives aux droits humains » énoncés par l'Assemblée dans [la Résolution 1823 \(2011\)](#). Ceux-ci exigent la mise en place de structures parlementaires appropriées « pour assurer un contrôle rigoureux et régulier du respect » et de la surveillance des obligations internationales en matière de droits humains, telles qu'une commission des droits humains spécialisée ou une structure analogue.

Jeudi 10 avril 2025, l'Assemblée a accueilli favorablement le projet [de Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de l'environnement par le droit pénal](#), qui devrait devenir « le premier instrument international juridiquement contraignant qui traite de la criminalité environnementale », mais s'est dite préoccupée par le fait qu'il manque encore d'ambition et de portée dans plusieurs domaines. Approuvant l'[Avis 305](#), l'Assemblée a salué l'accent mis par le projet de convention sur la prévention des crimes environnementaux et la large couverture des infractions punissables, inquiétée du fait que la portée du mécanisme de suivi ait été affaiblie au cours des négociations et que le projet omet certaines infractions clés telles que la pêche illégale et l'exploitation forestière illégale. L'Assemblée a proposé une série d'amendements ciblés, notamment le rétablissement d'un article sur la pêche illicite en tant qu'infraction pénale, l'inclusion de la « négligence » à côté de l'« intention » dans la définition des actes criminels particulièrement graves, et la codification de l'écocide dans les cadres juridiques nationaux et internationaux. Elle a également recommandé que le rapport explicatif accompagnant la convention comprenne une définition des termes juridiques clés - tels que « irréversible », « étendus », « substantiel » et « de longue durée » - afin d'apporter une clarté juridique et de guider les États membres dans la mise en œuvre. Enfin, l'Assemblée a invité le Comité des Ministres à allouer les ressources nécessaires pour promouvoir la signature et la ratification de la convention, et pour assurer son entrée en vigueur.

Le recul croissant de la démocratie dans les États membres inquiète l'Assemblée, comme en témoignent les deux débats d'urgence sur « La situation en Géorgie et le suivi de la Résolution 2585 (2025) sur la 'Contestation, pour des raisons substantielles, des pouvoirs non encore ratifiés de la délégation parlementaire de la Géorgie' » et « L'arrestation du maire d'Istanbul et la situation de la démocratie et des droits humains en Türkiye ».

C. Autres débats selon la procédure d'urgence

Approuvant la [Résolution 2600 \(2025\)](#) sur la situation en Géorgie l'Assemblée a déclaré que « les représailles contre les manifestants, les journalistes et les dirigeants de la société civile se poursuivent sans relâche ». Elle a exigé la libération des manifestants détenus, l'arrêt des mauvais traitements infligés aux détenus et l'ouverture d'enquêtes sur les allégations de brutalités policières. Les parlementaires ont également déclaré que la liberté de réunion et d'expression était de plus en plus menacée, tandis que l'environnement médiatique continuait de se détériorer. Ils ont appelé à l'abrogation ou à la révision de plusieurs nouvelles lois préoccupantes dans ces domaines, ainsi qu'à l'abrogation des récents amendements au code électoral et à une série d'autres mesures visant à « rétablir les conditions d'élections véritablement démocratiques ». L'Assemblée a ajouté qu'elle était profondément préoccupée par « l'impact dévastateur » sur la société civile géorgienne de la loi sur l'enregistrement des agents étrangers - qui poursuit les mêmes objectifs que la loi controversée sur la transparence de l'influence étrangère - et a appelé à l'abrogation de la législation mettant fin à la participation obligatoire des organisations de la société civile au processus législatif.

Concernant la Turquie l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe [a appelé les autorités turques](#) « à libérer immédiatement Ekrem İmamoğlu », maire d'Istanbul, à « abandonner toutes les charges infondées retenues contre lui et les autres personnes visées par la même enquête », et à abroger la décision de l'Université d'Istanbul d'annuler son diplôme universitaire. La [Résolution 2597 \(2025\)](#) souligne que les décisions à l'encontre de M. İmamoğlu « semblent motivées par des considérations politiques et constituent une tentative d'intimider l'opposition, d'entraver son action, d'étouffer le pluralisme et de limiter la liberté du débat politique », ont déclaré les parlementaires. L'Assemblée a également appelé les autorités turques à « respecter pleinement les droits à la liberté d'expression et de réunion ainsi que d'autres droits humains dans le cadre des manifestations en cours » ; à cesser tout recours disproportionné à la force contre les manifestants ; à libérer ceux qui ont été détenus « sur la base d'accusations infondées » ; à libérer tous les journalistes détenus pour avoir rendu compte des manifestations ; à permettre aux médias de fournir au public les informations nécessaires ; et à garantir un procès équitable à toutes les personnes détenues dans ce contexte. Enfin, l'Assemblée a demandé instamment aux autorités turques de mettre en œuvre sans délai les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme dans les affaires *Osman Kavala*, *Selahattin Demirtaş (n° 2)* et *Figen Yüksekdağ Şenoğlu* et autres, en libérant les militants et/ou de responsables politiques détenus pour des motifs politiques, et en « procédant à une réforme globale du système judiciaire pour garantir pleinement l'indépendance de la justice ».

D. Election des juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme

Le 8 avril 2025, l'Assemblée a élu Sébastien Biancheri en tant que [juge](#) auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, au titre de Monaco.

E. Personnalités

Les personnalités suivantes se sont adressées à l'Assemblée (dans l'ordre chronologique) :

- M. Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe
- M. Xavier Espot Zamora, Chef du gouvernement de la Principauté d'Andorre
- M. Alain Berset, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
- M. Xavier Bettel, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur du Luxembourg, Président du Comité des Ministres
- Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg

Leurs interventions se trouvent sur le site web de l'Assemblée : <https://pace.coe.int>

F. Débats selon la procédure d'urgence et débats d'actualité

L'Assemblée a tenu 4 débats selon la procédure d'urgence sur :

- «L'arrestation du maire d'Istanbul et la situation de la démocratie et des droits humains en Türkiye» - M. Stefan Schennach (Autriche, SOC) et Lord David Blencathra (Royaume-Uni, CEPA), en tant que corapporteurs ;
- «Guerre d'agression russe contre l'Ukraine: la nécessité d'établir les responsabilités et d'empêcher l'impunité » - Rapporteur M. Iulian Bulai (Roumanie, ADLE) ;
- « Projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de l'environnement par le droit pénal » - Rapporteur Mme Yuliia Ovchynnykova (Ukraine, ADLE) ;
- « La situation en Géorgie et le suivi de la Résolution 2585 (2025) "Contestation, pour des raisons substantielles, des pouvoirs non encore ratifiés de la délégation parlementaire de la Géorgie" Mme Sabina Ćudić (Bosnie-Herzégovine, ADLE), et Mme Edite Estrela (Portugal, SOC) en tant que corapporteurs ;

L'Assemblée a tenu 2 débats d'actualité sur « Manifestations et rassemblements dans les Balkans occidentaux et en Europe centrale » et sur « Un appel urgent à mettre immédiatement fin au blocus humanitaire de Gaza et à rétablir le cessez-le-feu ».

G. Couverture médiatique

La session de printemps 2025 de l'Assemblée parlementaire a bénéficié d'une couverture médiatique considérable : 49 journalistes se sont rendus à Strasbourg pour en rendre compte et environ 365 articles (chiffres provisoires) ont été publiés dans la presse internationale. La plupart des articles ont été publiés dans les médias ukrainiens (84) et géorgiens (58), suivis des médias espagnols (38) et arméniens (23).

Les débats à l'ordre du jour les plus largement couverts par la presse internationale ont été ceux sur « La guerre d'agression russe contre l'Ukraine : la nécessité de rendre des comptes » et « L'ingérence étrangère : une menace pour la sécurité démocratique en Europe ». Le débat d'urgence sur « La situation en Géorgie et le suivi de la résolution 2585 (2025) » a également bénéficié d'une couverture médiatique importante, ainsi que l'intervention de Xavier Espot Zamora, chef du gouvernement de la Principauté d'Andorre. La cérémonie de remise du Prix du Musée du Conseil de l'Europe 2025, qui s'est déroulée pour la première fois dans l'hémicycle, a eu un impact majeur dans la presse de la Communauté autonome basque, en Espagne.

En ce qui concerne l'écho de l'Assemblée sur les réseaux sociaux, les sujets abordés ont reflété la diversité des sujets à l'ordre du jour, avec une portée et des impressions modérées sur ses cinq plateformes. Les publications les plus populaires concernaient la cérémonie de remise du Prix du Musée 2025 à Euskararen Etxea, la Maison de la Langue Basque, et la présence de S.A.R. la Grande-Duchesse de Luxembourg lors d'une réunion Women@PACE. L'Assemblée a également commencé à publier sur son nouveau compte BlueSky lors de cette session.

Le record enregistré par la MediaBox mérite d'être souligné. Le studio web-TV, accessible à toutes celles et tous ceux qui font l'actualité de l'Assemblée à Strasbourg, a enregistré 29 interviews de parlementaires, publiées sur le site web de l'Assemblée.

H. Textes adoptés

Suite à des débats, l'Assemblée a adopté les textes suivants:

Avis

Avis 305 (2025)	Projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de l'environnement par le droit pénal (Doc. 16150)
---------------------------------	--

Recommandations

Recommandation 2292 (2025)	L'ingérence étrangère: une menace pour la sécurité démocratique en Europe (Doc. 16131)
Recommandation 2293 (2025)	Respect de l'État de droit et lutte contre la corruption au sein du Conseil de l'Europe (Doc. 16138)
Recommandation 2294 (2025)	Guerre d'agression russe contre l'Ukraine: la nécessité d'établir les responsabilités et d'empêcher l'impunité (Doc. 16152)
Recommandation 2295 (2025)	Mise en oeuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (Doc. 16134)
Recommandation 2296 (2025)	Renforcer les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Amérique latine (Doc. 16129)

Résolutions

Résolution 2593 (2025)	L'ingérence étrangère: une menace pour la sécurité démocratique en Europe (Doc. 16131)
Résolution 2594 (2025)	Modification de certaines dispositions du Règlement de l'Assemblée (Doc. 16137)
Résolution 2595 (2025)	Mettre fin aux expulsions collectives de personnes étrangères (Doc. 16135)
Résolution 2596 (2025)	Respect de l'État de droit et lutte contre la corruption au sein du Conseil de l'Europe (Doc. 16138)
Résolution 2597 (2025)	L'arrestation du maire d'Istanbul et la situation de la démocratie et des droits humains en Türkiye (Doc. 16151)
Résolution 2598 (2025)	Guerre d'agression russe contre l'Ukraine: la nécessité d'établir les responsabilités et d'empêcher l'impunité (Doc. 16152)
Résolution 2599 (2025)	Mise en oeuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (Doc. 16134)
Résolution 2600 (2025)	La situation en Géorgie et le suivi de la Résolution 2585 (2025) "Contestation, pour des raisons substantielles, des pouvoirs non encore ratifiés de la délégation parlementaire de la Géorgie" (Doc. 16153)
Résolution 2601 (2025)	Aspects juridiques de l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme (Doc. 16126)
Résolution 2602 (2025)	Les interconnexions entre le Conseil de l'Europe et la Communauté politique européenne (Doc. 16128)
Résolution 2603 (2025)	Renforcer les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Amérique latine (Doc. 16129)

Tous ces textes se trouvent sur le site web de l'Assemblée : <https://pace.coe.int>.

II. Auditions et échanges de vues organisés au cours de la partie de session

Lundi 7 avril 2025	
<p>14h – 15h30</p> <p>Salle 6, Palais</p> <p>Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)</p>	<p>► Echange de vues sur <i>La situation en Géorgie et le suivi de la résolution 2585 (2025) sur la contestation, pour des raisons substantielles, des pouvoirs non encore ratifiés de la délégation parlementaire de la Géorgie</i>, dans le cadre d'un rapport préparé par Mme Edite Estrela (Portugal, SOC) et Mme Sabina Čudić (Bosnie-Herzégovine, ALDE), avec la participation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mme Salome Samadashvili, Strong Georgia; - Mme Tina Bokuchava, United National Movement – Unity.
<p>14h – 15h</p> <p>Salle 9, Palais</p> <p>Sous-commission sur le Proche-Orient et le monde arabe (Commission des questions politiques et de la démocratie)</p>	<p>► Audition sur <i>La situation au Moyen-Orient</i>, avec la participation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - M. David Khalfa, co-directeur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation Jean-Jaurès ; - Mme Dareen Khalifa, conseillère principale, International Crisis Group (en ligne).
<p>14h – 15h30</p> <p>Salle 10</p> <p>Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias</p>	<p>► Audition sur le <i>Prix du Musée du Conseil de l'Europe</i>, avec la participation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - M. Hans de Looijen, Président <i>ad interim</i> du Conseil d'administration du Forum européen des musées (FEM) ; - Mme Elixabete Etxanobe Landajuela, Présidente du Conseil provincial de Biscaye, Espagne ; - Mme Iurdana Acasuso Atutxa, Directrice d'Euskararen Etxea (Maison de la langue basque), Bilbao, Espagne, lauréat du Prix du Musée 2025 du Conseil de l'Europe.
Mardi 8 avril 2025	
<p>8h30 – 9h20</p> <p>Salle 10, Palais</p> <p>Commission sur l'égalité et la non-discrimination</p> <p>et</p> <p>Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable</p>	<p>► Audition conjointe sur <i>La pornographie violente</i>, dans le cadre d'un rapport préparé par Mme Laura Castel (Espagne, GUE), avec la participation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mme Maree Crabbe, Directrice, It's Time We Talked, Australie (en ligne) ; - Mme Ruth Breslin, Directrice, Institut de recherche et de politique sur l'exploitation sexuelle, Irlande.

<p>9h20 – 10h</p> <p>Salle 10</p> <p>Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable</p>	<p>► Audition dans le cadre du suivi du rapport « <i>La nécessité absolue et urgente de mettre fin à la crise humanitaire concernant les femmes, les enfants et les otages à Gaza</i> », préparé par: Mme Saskia Kluit (Pays-Bas, SOC), avec la participation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mme Claire Nicolet, Médecins Sans Frontières (MSF) (en ligne) ; - M. David Wightwick, Directeur exécutif, UK-Med (en ligne).
<p>9h30 – 10h</p> <p>Salle 8, Palais</p> <p>Commission des questions juridiques et des droits de l'homme</p>	<p>► Échange de vues sur le <i>projet de Protocole d'amendement à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme</i>, dans le cadre d'un rapport préparé par M. Titus Corlăţean (Roumanie, SOC), avec la participation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - M. Nicola Piacente, Président du Comité du Conseil de l'Europe de lutte contre le terrorisme (CDCT).
<p>14h – 15h30</p> <p>Salle 10, palais</p> <p>Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable</p>	<p>► Audition dans le cadre du « <i>Projet de protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine relatif à la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes à l'égard du placement et du traitement involontaires au sein des services de soins de santé mentale</i> », dans le cadre d'un rapport préparé par Mme Carmen Leyte (Espagne, PPE/DC), avec la participation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mme Damaris Carnal, Vice-présidente du Comité Directeur pour les droits humains dans les domaines de la biomédecine et de la santé du Conseil de l'Europe (CDBIO) ; - Mme Laverne Jacobs, Représentante du Comité des droits des personnes handicapées (CRPD) (en ligne).
<p>14h – 15h30</p> <p>Salle 6, Palais</p> <p>Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)</p>	<p>► Echange de vues sur <i>Le respect des obligations et engagements de la Serbie</i>, dans le cadre d'un rapport préparé par M. Axel Schäfer (Allemagne, SOC) et Mme Victoria Tiblom (Suède, CEPA), avec la participation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - M. Raša Nedeljkov, Directeur de Programme, CRTA (Center for Research, Transparency and Accountability), Belgrade; - Mme Jelena Sesar, Chercheure pour les Balkans, Amnesty International, Londres ; - M. Milan Trifunović, Chef de la Direction technique, Direction de la Police, Ministère de l'Intérieur, Belgrade.
<p>14h – 15h30</p> <p>Salle 7, Palais</p> <p>Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées</p>	<p>► Echange de vues avec M. Frédéric Dolt, Chef de service, Exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, Direction générale droits humains et Etat de droit, Conseil de l'Europe.</p>

Mercredi 9 avril 2025	
<p>13h – 14h</p> <p>Salle 1, Palais</p> <p>Femmes@APCE</p>	<p>► Echanges de vues sur <i>La violence structurelle fondée sur le genre</i>, avec la participation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - S.A.R. La Grande-Duchesse du Luxembourg ; - Mme Chékéba Hachemi, Présidente de l'association « Afhanistan Libre » et co-fondatrice de « Stand Speak Rise Up ! » ; - Mme l'Ambassadeur Tanja Gonggrijp, Représentante permanente des Pays-Bas auprès du Conseil de l'Europe, présidente du Comité des Parties à la Convention d'Istanbul ; - Mme Petra Bayr, membre du bureau de Femmes@APCE et rapporteure sur « Violences sexuelles liées aux conflits ».
<p>15h – 15h30</p> <p>Salle 7, Palais</p> <p>Sous-commission sur le trafic de migrants et la traite des êtres humains (Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées)</p>	<p>► Echange de vues sur <i>Vers un nouvel instrument du Conseil de l'Europe sur le trafic illicite de personnes migrantes</i>, avec la participation de:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Mme Eva Pastrana, Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), cheffe de division, direction générale droits humains et Etat de droit, Conseil de l'Europe.
Jeudi 10 avril 2025	
<p>8h30 – 10h</p> <p>Salle 7, Palais</p> <p>Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable</p>	<p>► Echange de vues avec la participation de l'Ambassadeur Dastid Koreshi, Représentant Permanent de l'Albanie, Président du Groupe de rapporteurs sur les questions sociales et de santé (GR-SOC).</p>
<p>8h30 – 10h</p> <p>Salle 9, Palais</p> <p>Commission des questions politiques et de la démocratie</p>	<p>► Audition sur « <i>Violences et discours de haine contre les responsables politiques : une menace pour la démocratie</i> », dans le cadre d'un rapport préparé par Mme Elisabetta Gardini (Italie, CEPA) avec la participation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mme Kimberly McArthur, directrice des opérations, Apolitical Foundation, (en ligne).

<p>9h – 9h45</p> <p>Salle 8, Palais</p> <p>Commission des questions juridiques et des droits de l’homme</p>	<p>► Audition sur la <i>situation des défenseurs des droits humains et des lanceurs d’alerte dans les États membres du Conseil de l’Europe</i>, dans le cadre du mandat du Rapporteur général sur la situation des défenseurs des droits de l’homme et des lanceurs d’alerte, M. Emanuelis Zingeris (Lituanie, PPE/DC), avec la participation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mme Iva Marković, cofondatrice de l’initiative pour le droit à l’eau et directrice de programme à Polekol (Serbie) ; - Mme Kersty McCourt, avocate spécialisée dans les droits de l’homme et conseillère principale en matière de plaider à l’Union des libertés civiles pour l’Europe (Belgique) ; - Mme Luca Dudits, membre du conseil d’administration et responsable de la communication à la <i>Háttér Society</i> (Hongrie).
<p>13h-14h</p> <p>Salle 10, Palais</p> <p>Réseau parlementaire sur la situation des enfants d’Ukraine</p>	<p>► Echanges de vues sur <i>La situation des enfants en Ukraine</i>, avec la participation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mme Thórdís Kolbrún Reykfjörð Gylfadóttir, envoyée Spéciale du Secrétaire Général du Conseil de l’Europe ; - Mme Iryna Suslova, représentante des droits de l’enfant auprès du Commissaire aux droits de l’homme du Parlement ukrainien ; - Mme Jean Choi, cheffe de la section protection de l’enfance de l’UNICEF Ukraine.
<p>14h – 15h30</p> <p>Salle 10</p> <p>Commission de la culture, de la science, de l’éducation et des médias</p>	<p>► Échange de vues sur <i>Les journalistes comptent: l’intensification des initiatives en faveur de la libération des journalistes ukrainiens retenus en captivité par la Fédération de Russie s’impose</i>, dans le cadre d’un rapport préparé par Mme Yevheniia Kravchuk (Ukraine, ADLE), avec la participation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mme Kateryna Dyachuk, Responsable du département de surveillance de la liberté d’expression à l’Institut d’information de masse (IMI), Ukraine ; - M. Oleh Borysov, Journaliste et présentateur de la chaîne de télévision Freedom, Ukraine ; - M. Michael O’Flaherty, Commissaire aux droits de l’homme, Conseil de l’Europe ; - Mme Rodica Ciocina, Campagne pour la sécurité des journalistes, Liberté d’expression et Comité directeur sur les médias et la société de l’information (CDMSI), DGII : Direction générale de la démocratie et de la dignité humaine.
<p>14h – 15h30</p> <p>Salle 9, Palais</p> <p>Commission des questions politiques et de la démocratie</p>	<p>► Audition sur <i>Groenland : développements récents</i>, avec la participation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mme Aaja Chemnitz, membre du parlement danois, présidente de la commission Groenland ; - M. Michael Aastrup Jensen, membre du parlement danois, président de la Commission des affaires étrangères.

III. Décisions prises par le Bureau (7 avril 2025 et 11 avril 2025)

Le Bureau de l'Assemblée, réuni le lundi 7 avril 2025, à Strasbourg, sous la présidence de M. Theodoros Rousopoulos, Président de l'Assemblée parlementaire, en ce qui concerne :

- **Communications :**
 - a pris note de la communication du Président de l'Assemblée ;
 - a tenu un échange de vues avec le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe ;
- **Deuxième partie de session de 2025 (Strasbourg, 7-11 avril) :**
 - Demandes de débats selon la procédure d'urgence : a pris note des demandes de débats selon la procédure d'urgence sur :
 - « Avis sur le projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de l'environnement par le droit pénal » : a décidé de recommander à l'Assemblée de tenir ce débat, et de saisir la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable pour rapport ;
 - « La situation en Géorgie et le suivi de la Résolution 2585 (2025) 'Contestation pour des raisons substantielles, des pouvoirs non encore ratifiés de la délégation parlementaire de la Géorgie' » déposée par la Commission de suivi : a décidé de recommander à l'Assemblée de tenir ce débat, et de saisir la Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi) pour rapport ;
 - « L'arrestation du maire d'Istanbul et la situation de la démocratie et des droits humains en Türkiye » déposée par le Groupe du Parti populaire européen (PPE/DC) : a décidé de recommander à l'Assemblée de tenir ce débat, et de saisir la Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi) pour rapport ;
 - « Guerre d'agression russe contre l'Ukraine: la nécessité d'établir les responsabilités et d'empêcher l'impunité » déposée par le Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE) : a décidé de recommander à l'Assemblée de tenir ce débat, et de saisir la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme pour rapport ;
 - « Un appel urgent à mettre immédiatement fin au blocus humanitaire de Gaza et à rétablir le cessez-le-feu », déposée par Mme Zeynep Yildiz et 23 autres membres de l'Assemblée : a décidé de recommander à l'Assemblée de ne pas tenir ce débat ;
 - Demandes de débats d'actualité : a pris note des demandes du Comité présidentiel de tenir des débats d'actualité sur :
 - « Manifestations et rassemblements dans les Balkans occidentaux et en Europe centrale » : a décidé de recommander à l'Assemblée de tenir ce débat et a désigné M. George Papandreou (Grèce, SOC) comme premier orateur ;
 - « Un appel urgent à mettre immédiatement fin au blocus humanitaire de Gaza et à rétablir le cessez-le-feu » : a décidé de recommander à l'Assemblée de tenir ce débat et a désigné M. Paul Galles (Luxembourg, PPE/DC) comme premier orateur ;
 - a mis à jour le projet d'ordre du jour (annexe 1);
 - Election de juges à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de Monaco et de la République slovaque : a pris note du rapport établi par la Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme ([Doc. 16140 Add.2](#)) ;
- **Rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée (31 janvier – 6 avril 2025)** (rapporteur : M. Andrej Hunko, Allemagne, GUE) : a approuvé le rapport d'activité ([Doc. 16140](#)) ;
- **Renvois et transmissions en commissions** : a approuvé les renvois et transmissions tels que présentés en annexe 2, sous réserve de ratification par l'Assemblée par le biais du Rapport d'activité ;

- **Observation d'élections :**
 - Assemblée du Kosovo* : élections (9 février 2025) : a approuvé le rapport de la mission d'observation ([Doc. 16146](#)) ;
 - Alliance parlementaire pour des élections libres et équitables : a approuvé le mandat révisé de l'Alliance parlementaire pour des élections libres et équitables (annexe 3) ;
- **Réunion du Dialogue européen sur la gouvernance de l'internet (EuroDIG), Strasbourg, 12 mai 2025** : a décidé de constituer une commission *ad hoc* du Bureau pour participer à cet événement, composée de membres désigné-es par la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, la Commission des questions politiques et de la démocratie et la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias.
- **Composition de la Commission de suivi, de la Commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles et de la Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme :**
 - Commission de suivi : sur la base d'une proposition du Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, a nommé Mme Oana Murariu (Roumanie) comme membre ;
 - Commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles : a nommé M. Andries Gryffroy (Belgique, NI), et sur la base d'une proposition du Groupe pour la gauche unitaire européenne, a nommé Mme Sevilay Çelenk (Türkiye) comme membre ;
 - Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme : sur la base d'une proposition du Groupe pour la gauche unitaire européenne, a nommé M. Ettore Antonio Licheri (Italie) comme membre ;

Le Bureau de l'Assemblée, réuni le vendredi 11 avril 2025, à Strasbourg, sous la présidence de M. Theodoros Rousopoulos, Président de l'Assemblée parlementaire, en ce qui concerne :

- **Suivi de la première partie de session de 2025 (Strasbourg, 7-11 avril)** : a entendu une communication de la Secrétaire Générale de l'Assemblée et a discuté du suivi de la partie de session ;
- **Réunion de la Commission permanente à La Valette (23 mai 2025)** : a pris note du projet d'ordre du jour ;
- **Renvois en commissions** : a approuvé les renvois tels que présentés en annexe 4, sous réserve de ratification par l'Assemblée par le biais du Rapport d'activité ;
- **Observation d'élections :**
 - *Albanie : élections législatives (11 mai 2025)* : a approuvé la liste révisée des membres de la commission *ad hoc* pour observer ces élections (annexe 5) ;
 - *Pologne : élection présidentielle (18 mai 2025)* : a approuvé la liste révisée des membres de la commission *ad hoc* pour observer cette élection (annexe 6) ;
- **Questions soulevées par les commissions :**
 - *Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités* : a examiné et approuvé le mandat de Rapporteur·e Général·e sur les normes éthiques et la lutte contre la corruption (annexe 7) ;
- **20e conférence européenne des organes d'administration des élections, Vilnius, 15-16 avril 2025** : a approuvé la liste révisée des membres de la commission *ad hoc* du Bureau pour participer à cet événement (annexe 8) ;
- **Conférence sur Concevoir des politiques publiques efficaces pour prévenir et gérer les cas des personnes migrantes disparues, Strasbourg, 23-24 avril 2025** : a approuvé la liste révisée des membres de la commission *ad hoc* du Bureau pour participer à cet événement et a désigné M. Julian Pahlke (Allemagne, SOC) en tant que président (annexe 9) ;
- **Réunion entre les parlementaires du Conseil nordique et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), Kristiansand, Norvège, 4-5 mai 2025** : a approuvé la liste révisée des membres de la commission *ad hoc* du Bureau pour participer à cet événement (annexe 10) ;

* Toute référence au Kosovo, que ce soit le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en pleine conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies et sans préjuger du statut du Kosovo.

- **Réunion du Dialogue européen sur la gouvernance de l'internet (EuroDIG), Strasbourg, 12 mai 2025** : a approuvé la liste des membres de la commission ad hoc du Bureau pour participer à cet évènement (annexe 11) ;
- **Rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente (11 avril – 22 juin 2025)** : a désigné M. Frank Schwabe (Allemagne, SOC) comme rapporteur ;
- **Composition des commissions** :
 - o *Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi)* : sur la base de propositions du groupe des Conservateurs européens, Patriotes & Affiliés, le Bureau a nommé M. Vladimir Đorđević (Serbie), Mme Susanne Fürst (Autriche), M. Matthieu Marchio (France), Mme Sigríður Á. Andersen (Islande) et Mme Cristina Gabriella Dumitrescu (Roumanie) comme membres ;
 - o *Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités* : sur la base de propositions du groupe des Conservateurs européens, Patriotes & Affiliés, le Bureau a nommé Mme Ester Mieli (Italie) et Mme Victoria Tiblom (Suède) comme membres ;
 - o *Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme* :
 - sur la base d'une proposition du Groupe des socialistes, démocrates et verts, le Bureau a nommé M. Mantzos Dimitrios (Grèce) comme membre ;
 - sur la base d'une proposition du Groupe du Parti populaire européen, le Bureau a nommé Mme Andrea Eder-Gitschthaler (Autriche) comme membre et M. Rónán Mullen (Irlande) comme suppléant ;
- **Questions budgétaires – Analyse de l'utilisation faite par les groupes politiques de leurs allocations pour 2024** : a approuvé le projet de communication présenté par la Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités ;
- **Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) - liste des candidat-es au titre de la France, de l'Allemagne, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la République de Moldova et de la Suisse** : a approuvé les listes des candidat-es au titre de ces pays à transmettre au Comité des Ministres ;
- **Réunions en dehors de Strasbourg et Paris** : a autorisé :
 - o la Commission sur l'égalité et la non-discrimination à se réunir à La Valette les 11 et 12 septembre 2025.

IV. Prix

➤ **Prix du Musée**

Le 7 avril 2025, la cérémonie de remise du Prix du Musée s'est déroulée en présence du Président de l'Assemblée parlementaire et de Mme Iurdana Acasuso Atutxa, Directrice de l'Euskararen Etxea (Maison de la langue basque), Bilbao, Espagne, [lauréate du Prix du Musée 2025](#) du Conseil de l'Europe.

➤ **Prix de l'Europe**

Le Prix de l'Europe 2025 a été décerné par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) à la ville de Gaziantep en Türkiye. Ce Prix consacre chaque année la ville la plus active dans la promotion de l'idéal européen.

➤ **Prix Vigdís de l'empouvoirement des femmes**

Le Jury du Prix se réunira à Strasbourg le **2 mai 2025**, afin d'établir une liste des trois candidat-es les plus approprié-es parmi les 111 candidatures éligibles au Prix.

V. Activités futures des commissions et des réseaux, et missions d'observation des élections

➤ Les 14 et 15 avril 2025, une délégation de l'Assemblée a effectué une mission pré-électorale à Varsovie en vue de l'observation de l'élection présidentielle en Pologne prévue le 18 mai 2025 dans le cadre d'une Mission internationale d'observation des élections (MIOE) comprenant la Mission limitée d'observation des élections du BIDDH.

➤ Les 15 et 16 avril 2025, une commission ad hoc du Bureau a participé à la 20^e Conférence européenne des administrations électorales « La Stabilité du droit électoral - aspects pratiques », à Vilnius, coorganisée par le Conseil des élections démocratiques et la Commission électorale centrale de la Lituanie.

➤ Le 11 mai 2025, une délégation de l'Assemblée observera les élections parlementaires en Albanie, dans le cadre d'une mission internationale d'observation des élections (MIOE) comprenant le BIDDH, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE et le Parlement européen.

➤ Le 15 mai 2025 à Riga, **la Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (Monitoring Committee):**

. tiendra une audition sur *la Résilience: le rôle de la société civile face aux crises* avec la participation d'experts à confirmer ;

. tiendra un échange de vues sur *la situation des droits humains et les défis auxquels sont confrontés la société civile et les médias en Géorgie*, avec la participation de Mme Claire Bazy Malaurie, Présidente de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) et M. Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe ;

. tiendra un échange de vues sur les *Défis pour la société civile et les médias indépendants en Hongrie*, avec la participation de Mme Claire Bazy Malaurie, Présidente de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) et M. Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

VI. Visites d'information dans le cadre de la préparation des rapports

➤ ***Dialogue postsuivi avec la Macédoine du Nord***

Mme Sibel Arslan (Suisse, SOC) et **M. Joseph O'Reilly** (Irlande, PPE/DC), corapporteurs de la *Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)*, effectueront une visite d'information à Skopje les **23-25 avril 2025**.

➤ ***Le respect par la Suède des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe***

Mme Yelizaveta Yasko (Ukraine, PPE/DC) et **Mme Anne Stambach-Terreoir** (France, GUE), corapporteuses de la *commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)*, effectueront une visite d'information à Stockholm les **22-24 avril 2025**.

➤ ***Lutter contre la discrimination fondée sur la religion et protéger la liberté de religion et de conviction en Europe***

M. Francesco Verducci (Italie, SOC), rapporteur de la *Commission sur l'égalité et la non-discrimination*, tiendra une visite d'information à Londres les **29-30 avril 2025**.

➤ ***L'intelligence artificielle et la migration***

Mr Petri Honkonen (Finlande, ADLE), rapporteur de la *Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées*, effectuera une visite d'information à Frontex, Varsovie le **6 mai 2025**.

- **L'Assemblée parlementaire doit soutenir le Kazakhstan dans la poursuite de ses réformes démocratiques**

M. Zsolt Németh (Hongrie, CEPA), rapporteur de la *Commission des questions politiques et de la démocratie*, tiendra une visite d'information à Almaty et Astana (Kazakhstan) du **3 au 7 mai 2025**.

- **Libre circulation des représentant-e-s à l'Assemblée parlementaire et de leurs suppléant-e-s vers le lieu de réunion et en provenance de celui-ci**

M. Sergiy Vlasenko (Ukraine, PPE/DC), rapporteur de la *Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités*, tiendra une visite d'information à Erevan le **19-20 mai 2025**.

VII. Entretiens en ligne dans le cadre de la préparation des rapports

- **Renforcer les mécanismes d'alerte précoce et d'action rapide dans la prévention des conflits**

Mme Yelyzaveta Yasko (Ukraine, PPE/DC), rapporteure de la *Commission des questions politiques et de la démocratie*, et **M. George Papandreou** (Grèce, SOC) *rapporteur général sur la démocratie*, tiendront une réunion en ligne avec M. Edwin Lefebvre, Président du Groupe de travail sur les paramètres d'application et de mise en œuvre des Principes de Reykjavík pour la démocratie du Comité Directeur sur la Démocratie du Conseil de l'Europe (CDDEM) et M. Pavel Mička, membre du Bureau du CDDEM, le **28 avril 2025**.

VIII. Autres activités des membres de l'Assemblée

Mme Béatrice Fresko-Rolfo (Monaco, ADLE), Rapporteure générale sur les droits des personnes LGBTI, participera au Forum européen IDAHOT+ 2025, le 20 mai 2025 à La Valette.

IX. Séminaires et conférences organisés par l'Assemblée

- **23-24 April 2025, Strasbourg:** la *Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées* organisera une conférence sur « Concevoir des politiques publiques efficaces pour prévenir et gérer les cas des personnes migrantes disparues ».

- **15 mai 2025, Helsinki :** *le réseau parlementaire sur la situation des enfants d'Ukraine* organisera une Conférence sur « les enfants d'Ukraine déportés : l'action parlementaire ».

X. Coopération avec la Commission de Venise

- **7 avril 2025, Strasbourg:** la *Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)* a demandé à la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) un avis sur la loi géorgienne sur l'enregistrement des agents étrangers (GEOFARA), les (projets de) modifications de la loi sur les subventions, et tout autre texte législatif ou projet de texte législatif relatif à la question de « l'influence étrangère »;

- Des représentants de la Commission de Venise fourniront un conseil juridique aux délégations de l'APCE qui observeront les élections parlementaires en Albanie (11 mai 2025) et l'élection présidentielle en Pologne (18 mai 2025).

XI. Relations extérieures

- **Relations avec le Parlement européen, autres institutions de l'Union Européenne et partenaires internationaux**

- Une délégation de l'APCE observera les élections parlementaires en Albanie (11 mai 2025) dans le cadre d'une Mission internationale d'observation des élections (MIOE) comprenant le Parlement européen, le BIDDH et l'AP de l'OSCE.

➤ Une délégation de l'APCE observera l'élection présidentielle en Pologne (18 mai 2025) dans le cadre d'une Mission internationale d'observation des élections (MIOE) comprenant la Mission limitée d'observation des élections du BIDDH.

XII. Liste des réunions de Commissions, du Bureau et du Comité présidentiel

- . **11 avril 2025, Strasbourg** : *Bureau*
- . **12 mai 2025, Paris** : *Commission sur l'égalité et la non-discrimination*
- . **13 mai 2025 – Paris** : *Commission des questions juridiques et des droits de l'homme.*
- . **15-16 mai 2025, Riga**: *Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)*
- . **15 mai 2025, Helsinki**: *Réseau parlementaire sur la situation des enfants d'Ukraine*
- . **16 mai 2025, Helsinki**: *Commission des questions sociales, santé et développement durable*
- . **19 mai 2025, Paris** : *Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées*
- . **22 mai 2025, La Valette**: *Comité présidentiel*
- . **22 mai 2025, La Valette** : *Bureau*
- . **23 mai 2025, La Valette** : *Commission Permanente*

Annexe 1 - Ordre du jour de la deuxième partie de session 2025



Doc. 16136 rev
09 avril 2025

Deuxième partie de la Session ordinaire de 2025 (7-11 avril 2025)

Ordre du jour¹

1. Adopté par l'Assemblée le 7 avril 2025.



Abréviations

Bur: Bureau de l'Assemblée

Per: Commission permanente

Pol: Commission des questions politiques et de la démocratie

Jur: Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Soc: Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Mig: Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées

Cult: Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias

Ega: Commission sur l'égalité et la non-discrimination

Mon: Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi)

Pro: Commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles

Cdh: Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme

SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts

PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen


CEPA: Conservateurs européens, Patriotes et Affiliés


ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe


GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne


NI: Membres n'appartenant à aucun groupe politique

Symboles

 Présentation, intervention

 Délai de dépôt pour les documents

 Listes (orateurs, questions)

 Votes

Réunions en dehors de l'hémicycle

Bureau de l'Assemblée

lundi: 08:00-09:30

vendredi: 08:30-10:00

Commissions

lundi: 14:00-15:30

mardi: 08:30-10:00

mardi: 14:00-15:30

mercredi: 14:00-15:30

jeudi: 08:30-10:00

jeudi: 14:00-15:30

Groupes politiques

lundi: 09:30-11:30

lundi: 17:30-19:30

mercredi: 08:30-10:00

Séance n° 10 (11:30-13:00)

1. Ouverture de la partie de session

1.1. Allocution du Président

1.2. Vérification des pouvoirs

- Liste des délégations :
 - o (Doc. 16147 rev)

1.3. Modifications dans la composition des commissions (Commissions (2025) 03 + Add1)

1.4. Demandes de débat:

1.4.1. Débat d'urgence: «Projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de l'environnement par le droit pénal»

1.4.2. Débat d'urgence: «La situation en Géorgie et le suivi de la Résolution 2585 (2025) 'Contestation, pour des raisons substantielles, des pouvoirs non encore ratifiés de la délégation parlementaire de la Géorgie'»

1.4.3. Débat d'urgence: «L'arrestation du maire d'Istanbul et la situation de la démocratie et des droits humains en Türkiye»

1.4.4. Débat d'urgence: «Guerre d'agression russe contre l'Ukraine: la nécessité d'établir les responsabilités et d'empêcher l'impunité»

1.4.5. Débat d'urgence: «Un appel urgent à mettre immédiatement fin au blocus humanitaire de Gaza et à rétablir le cessez-le-feu»

1.4.6. Débat d'actualité: «Manifestations et rassemblements dans les Balkans occidentaux et en Europe centrale»

1.4.7. Débat d'actualité: «Un appel urgent à mettre immédiatement fin au blocus humanitaire de Gaza et à rétablir le cessez-le-feu»

1.5. Adoption de l'ordre du jour

2. Rapport d'activité

2.1. Rapport d'activité du Bureau et de la Commission permanente

- Présentation par :
 - o M. Andrej HUNKO (Allemagne, GUE), Rapporteur AS/Bur (Doc. 16140, Doc. 16140 Add. 1, Doc. 16140 Add. 2)

2.2. Observation des élections à l'Assemblée du Kosovo*² (9 février 2025)

- Présentation par :
 - o Mme Petra BAYR (Autriche, SOC), Rapporteuse AS/Bur (Doc. 16146 rev)

Liste des orateurs (délai d'inscription : lundi 7 avril, 10:00)

3. Cérémonie de remise de prix (12:30-13:00)

3.1. Prix du Musée du Conseil de l'Europe 2025 remis à Euskararen Etxea³

2. *Toute référence au Kosovo dans ce document, que ce soit le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en pleine conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies et sans préjuger du statut du Kosovo.

3. Voir programme séparé, AS/Inf(2025)07.


Séance n° 11 (15:30-17:30)

4. Discours (15:30-16:30)

4.1. Rapport annuel d'activité 2024 du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe (CommHR(2025)18)

Présentation par :


- o M. Michael O'FLAHERTY, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

 Questions (délai d'inscription : lundi 7 avril, 12:00)

5. Rapport d'activité (suite)

5.1. Rapport d'activité du Bureau et de la Commission permanente

5.2. Observation des élections à l'Assemblée du Kosovo (9 février 2025)

 Liste des orateurs (délai d'inscription : lundi 7 avril, 10:00)

Séance n° 12 (10:00-13:00)

6. Élection (10:00-13:00)

6.1. Juge à la Cour européenne des droits de l'homme

- Liste des candidats :
 - o Monaco (Doc. 16118, Doc. 16140 Add. 2)

7. Débat

7.1. L'ingérence étrangère: une menace pour la sécurité démocratique en Europe

- Présentation par :
 - o Mme Zanda KALNIŅA-LUKAŠEVICA (Lettonie, PPE/DC), Rapporteuse AS/Pol (Doc. 16131)
- Liste des orateurs (délai d'inscription : lundi 7 avril, 16:30)
- Amendements (délai de dépôt : lundi 7 avril, 16:00)

8. Discours (12:15-13:00)

8.1. M. Xavier ESPOT ZAMORA, Chef du gouvernement de la Principauté d'Andorre

- Questions (délai d'inscription : lundi 7 avril, 16:30)

Séance n° 13 (15:30-20:00)

9. Séance des questions (15:30-16:00)

9.1. M. Alain BERSET, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

- Questions (délai d'inscription : mardi 8 avril, 12:00)

10. Débat (suite)

10.1. L'ingérence étrangère: une menace pour la sécurité démocratique en Europe

- Présentation par :
 - o Mme Zanda KALNIŅA-LUKAŠEVICA (Lettonie, PPE/DC), Rapporteuse AS/Pol (Doc. 16131)
- Liste des orateurs (délai d'inscription : lundi 7 avril, 16:30)
- Amendements (délai de dépôt : lundi 7 avril, 16:00)
- Votes sur un projet de résolution et un projet de recommandation (Doc. 16131)

11. Débat d'actualité

11.1. Manifestations et rassemblements dans les Balkans occidentaux et en Europe centrale

- Liste des orateurs (délai d'inscription : mardi 8 avril, 12:00)

12. Débat

12.1. Modification de certaines dispositions du Règlement de l'Assemblée

- Présentation par :
 - o Mme Yevheniia KRAVCHUK (Ukraine, ADLE), Rapporteuse AS/Pro (Doc. 16137)
- Liste des orateurs (délai d'inscription : mardi 8 avril, 12:00)
- Amendements (délai de dépôt : lundi 7 avril, 16:00)
- Vote sur un projet de résolution (Doc. 16137)

13. Débat

13.1. Mettre fin aux expulsions collectives de personnes étrangères

- Présentation par :
 - M. Pierre-Alain FRIDEZ (Suisse, SOC), Rapporteur AS/Mig (Doc. 16135)
- 📄 Liste des orateurs (délai d'inscription : mardi 8 avril, 12:00)
- ⊖ Amendements (délai de dépôt : lundi 7 avril, 16:00)
- ⚖️ Votes sur un projet de résolution et un projet de recommandation (Doc. 16135)

Séance n° 14 (10:00-13:00)

14. Débat

14.1. Respect de l'État de droit et lutte contre la corruption au sein du Conseil de l'Europe

- Présentation par :
 - o M. Frank SCHWABE (Allemagne, SOC), Rapporteur AS/Pro (Doc. 16138)

- Liste des orateurs (délai d'inscription : mardi 8 avril, 19:00)
- Amendements (délai de dépôt : mardi 8 avril, 10:30)
- Votes sur un projet de résolution et un projet de recommandation (Doc. 16138)

15. Discours (12:00-13:00)

15.1. Communication du Comité des Ministres

- Présentation par :
 - o M. Xavier BETTEL, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur du Luxembourg, Président du Comité des Ministres

- Questions (délai d'inscription : mardi 8 avril, 19:00)

Séance n° 15 (15:30-20:00)

16. Discours (15:30-16:00)

16.1. Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg

17. Débat selon la procédure d'urgence

17.1. L'arrestation du maire d'Istanbul et la situation de la démocratie et des droits humains en Türkiye

- Présentation par :
 - o M. Stefan SCHENNACH (Autriche, SOC), Corapporteur AS/Mon (Doc. 16151)
 - o Lord David BLENCATHRA (Royaume-Uni, CEPA), Corapporteur AS/Mon (Doc. 16151)

- Liste des orateurs (délai d'inscription : mercredi 9 avril, 12:00)
- Amendements (délai de dépôt : mardi 8 avril, 18:00)
- Vote sur un projet de résolution (Doc. 16151)

18. Débat selon la procédure d'urgence

18.1. Guerre d'agression russe contre l'Ukraine: la nécessité d'établir les responsabilités et d'empêcher l'impunité

- Présentation par :
 - o M. Iulian BULAI (Roumanie, ADLE), Rapporteur AS/Jur (Doc. 16152)

- Liste des orateurs (délai d'inscription : mercredi 9 avril, 12:00)
- Amendements (délai de dépôt : mardi 8 avril, 18:00)
- Votes sur un projet de résolution et un projet de recommandation (Doc. 16152)

19. Débat

19.1. Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

- Présentation par :
 - o M. Constantinos EFSTATHIOU (Chypre, SOC), Rapporteur AS/Jur (Doc. 16134)

- Liste des orateurs (délai d'inscription : mercredi 9 avril, 12:00)
- Amendements (délai de dépôt : mardi 8 avril, 16:00)
- Votes sur un projet de résolution et un projet de recommandation (Doc. 16134)

Jeudi 10 avril 2025

Séance n° 16 (10:00-13:00)

20. Débat selon la procédure d'urgence

20.1. Projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de l'environnement par le droit pénal

- ☐ Présentation par :
 - o Mme Yuliia OVCHYNNYKOVA (Ukraine, ADLE), Rapporteuse AS/Soc (Doc. 16150, Doc. 16120)
- 📅 Liste des orateurs (délai d'inscription : mercredi 9 avril, 19:00)
- 🕒 Amendements (délai de dépôt : mercredi 9 avril, 10:30)
- 🗳️ Vote sur un projet d'avis (Doc. 16150)

21. Débat selon la procédure d'urgence

21.1. La situation en Géorgie et le suivi de la Résolution 2585 (2025) "Contestation, pour des raisons substantielles, des pouvoirs non encore ratifiés de la délégation parlementaire de la Géorgie"

- ☐ Présentation par :
 - o Mme Sabina ĆUDIĆ (Bosnie-Herzégovine, ADLE), Corapporteuse AS/Mon (Doc. 16153)
 - o Mme Edite ESTRELA (Portugal, SOC), Corapporteuse AS/Mon (Doc. 16153)
- 📅 Liste des orateurs (délai d'inscription : mercredi 9 avril, 19:00)
- 🕒 Amendements (délai de dépôt : mercredi 9 avril, 10:30)
- 🗳️ Vote sur un projet de résolution (Doc. 16153)

22. Débat

22.1. Aspects juridiques de l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme

- ☐ Présentation par :
 - o M. Titus CORLĂȚEAN (Roumanie, SOC), Rapporteur AS/Jur (Doc. 16126)
- 📅 Liste des orateurs (délai d'inscription : mercredi 9 avril, 19:00)
- 🕒 Amendements (délai de dépôt : mercredi 9 avril, 16:00)
- 🗳️ Vote sur un projet de résolution (Doc. 16126)

Séance n° 17 (15:30-20:00)

23. Débat d'actualité

23.1. Un appel urgent à mettre immédiatement fin au blocus humanitaire de Gaza et à rétablir le cessez-le-feu

- 📅 Liste des orateurs (délai d'inscription : jeudi 10 avril, 12:00)

24. Débat

24.1. Les interconnexions entre le Conseil de l'Europe et la Communauté politique européenne

- ☐ Présentation par :
 - o M. Zsolt NÉMETH (Hongrie, CEPA), Rapporteur AS/Pol (Doc. 16128)
- 📅 Liste des orateurs (délai d'inscription : jeudi 10 avril, 12:00)
- 🕒 Amendements (délai de dépôt : mercredi 9 avril, 16:00)
- 🗳️ Vote sur un projet de résolution (Doc. 16128)

25. Débat


25.1. Renforcer les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Amérique latine

- Présentation par :
 - o M. Antonio GUTIÉRREZ LIMONES (Espagne, SOC), Rapporteur AS/Pol (Doc. 16129)
- Intervention de :
 - o M. Gerardo FERNÁNDEZ NOROÑA, Président du Sénat du Mexique (en ligne)
- 📖 Liste des orateurs (délai d'inscription : jeudi 10 avril, 12:00)
- ⊕ Amendements (délai de dépôt : mercredi 9 avril, 16:00)
- ⚖ Votes sur un projet de résolution et un projet de recommandation (Doc. 16129)

Vendredi 11 avril 2025

Séance n° 18 (10:00-13:00)

26. Débat libre

 Liste des orateurs (délai d'inscription : jeudi 10 avril, 19:00)

27. Rapport d'activité (suite)

27.1. Rapport d'activité du Bureau et de la Commission permanente (suite)

- Addendum :
 - o (Doc. 16140 Add. 3)

28. Clôture de la partie de session

Annexe 2 – Renvois en commissions

A. Renvois en commission

- *Trouver un juste équilibre entre innovation et réglementation : mettre les nouvelles technologies au service de la démocratie et des droits humains*, [Doc. 16111](#), proposition de résolution : transmission à la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias *pour consultation* ;
- *Accès des migrants et des réfugiés aux soins de santé*, [Doc. 16112](#), proposition de résolution : renvoi à la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées *pour rapport* et à la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable *pour avis* ;
- *La détérioration des droits des femmes en Afghanistan : la nécessité d'une réponse internationale*, [Doc. 16115](#), proposition de résolution : renvoi à la Commission sur l'égalité et la non-discrimination *pour rapport* et à la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées *pour avis* ;
- *Projet de Protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine relatif à la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes à l'égard du placement et du traitement involontaires au sein des services de soins de santé mentale*, [Doc. 16117](#), demande d'avis du Comité des Ministres : renvoi à la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable *pour rapport* ;
- *Vers une Europe favorable à la famille : recommandations politiques pour un renouvellement démographique*, [Doc. 16121](#), proposition de résolution : renvoi à la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable *pour rapport* ;
- *La nécessité de moderniser le droit international humanitaire*, [Doc. 16122](#), proposition de résolution : renvoi à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport* ;
- *Utilisation de l'intelligence artificielle par les parlements : risques et opportunités*, [Doc. 16123](#), proposition de résolution : renvoi à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport* ;
- *Menaces qui pèsent sur la Cour pénale internationale*, [Doc. 16124](#), proposition de résolution : renvoi à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport* ;
- *Réguler les réseaux sociaux : un impératif démocratique*, [Doc. 16127](#), proposition de résolution : transmission à la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias *pour consultation* ;
- *Promouvoir une vision européenne commune par l'éducation artistique et l'éducation à l'exercice de responsabilités*, [Doc. 16132](#), proposition de résolution : transmission à la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias *pour consultation* ;
- *Projet de Troisième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale*, [Doc. 16139](#), demande d'avis du Comité des Ministres : renvoi à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport* ;
- *Dépenses de l'Assemblée parlementaire pour l'exercice biennal 2026-2027* : renvoi à la Commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles *pour rapport* ;
- *Projet de Protocole d'amendement à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme*, [Doc. 16143](#), [demande d'avis du Comité des Ministres](#) : renvoi à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport*.

B. Prolongations de renvois

- *La protection des droits humains dans et par le sport : obligations et responsabilités partagées*, [Doc. 15750](#), proposition de résolution, renvoi 4738 du 26 mai 2023 – validité : 26 mai 2025 : prolongation jusqu'au 30 juin 2025 ;
- *Lutter contre la discrimination fondée sur la religion et protéger la liberté de religion et de conviction en Europe (ancien titre : Des règles mondiales pour éliminer toutes les formes d'oppression religieuse)*, [Doc. 15700](#), proposition de résolution, renvoi 4726 du 28 avril 2023 – validité : 28 avril 2025 : prolongation jusqu'au 28 avril 2026.

Annexe 3 – Mandat révisé de l'Alliance parlementaire pour des élections libres et équitables*

L'Assemblée parlementaire s'est engagée dans l'observation des élections depuis 1991, en formulant des recommandations essentielles qui ont contribué à façonner la législation électorale des États membres et à informer les efforts des commissions de suivi et des commissions des affaires politiques.

Confrontée à des défis émergents qui menacent l'intégrité électorale et sapent la confiance du public dans les processus démocratiques, l'Assemblée a décidé d'adopter une position plus proactive en plaidant pour des activités visant à renforcer les cadres juridiques et à améliorer les pratiques électorales dans les États membres. En 2022, sa Division des élections a co-initié le Cycle électoral au sein du Conseil de l'Europe, et en 2023, elle a organisé la Conférence de Berne sur « Les élections en temps de crise », qui s'est appuyée sur les synergies de diverses parties prenantes, y compris les membres de la mission internationale d'observation électorale (MIOE), les organes d'administration des élections, les organisations de la société civile et les institutions académiques.

En réponse aux « Principes de Reykjavik pour la démocratie » adoptés lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe (16-17 mai 2023) et à la Déclaration de Riga qui a suivi et qui engage l'Assemblée à renforcer ses initiatives pour préserver l'intégrité des élections, l'Assemblée a réorienté ses activités, notamment en intégrant la coopération électorale intergouvernementale dans ses structures à partir de janvier 2024 afin de renforcer le soutien aux États membres tout au long du processus électoral. Elle gère désormais également le [Cycle électoral au sein du Conseil de l'Europe](#) et se concentre davantage sur la préparation et le suivi des rapports thématiques de l'Assemblée sur des sujets tels que l'ingérence étrangère, les situations de crise, l'image des migrants dans les campagnes, la reconstruction de l'Ukraine, etc.

Dans ce contexte, la création d'un Réseau d'observateurs des élections de l'Assemblée parlementaire en 2024, renommée Alliance parlementaire pour des élections libres et équitables en 2025, facilitera le dialogue transversal sur les questions électorales et représentera officiellement l'Assemblée dans les forums extérieurs, sans modifier les mécanismes opérationnels des missions d'observation électorale (MOE) existantes ni les nouvelles activités de coopération. Le mandat de l'Alliance est décrit ci-dessous.

Objectif de l'Alliance

1. Conformément à la [Résolution 2538 \(2024\)](#) « Promouvoir le Code de bonne conduite en matière référendaire révisé », l'Assemblée parlementaire décide de créer l'Alliance parlementaire pour des élections libres et équitables pour permettre un échange plus efficace entre les observateurs de l'APCE, de renforcer les activités électorales et d'améliorer la visibilité des efforts électoraux de l'Assemblée à la lumière de l'après-Sommet de Reykjavik et l'ajout d'un volet de coopération.

2. En particulier, en tant que plateforme d'échange, l'Alliance devrait :

2.1. favoriser l'échange d'informations sur les activités électorales et les missions d'observation électorale (MOE) entre les observateurs de l'APCE ;

2.2. promouvoir les [Normes de référence du Conseil de l'Europe](#) en matière électorale, en particulier :

- le Code de bonne conduite en matière électorale de la Commission de Venise, le Code de bonne conduite en matière référendaire révisé et les avis juridiques sur les (projets) de législation concernant les élections, les référendums et les partis politiques,
- les recommandations du Comité des Ministres en matière électorale,
- la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme sur le droit à des élections libres et équitables, telle qu'énoncée dans le [Protocole 1, article 3](#),
- les résolutions de l'APCE liées aux questions électorales,

ainsi que :

- les [lignes directrices pour l'observation des élections par l'Assemblée parlementaire](#), la [Déclaration de principe pour l'observation internationale d'élections](#) et le Code de conduite des observateurs électoraux internationaux,
- les rapports de l'APCE sur l'observation d'élections.

2.3. organiser des séminaires spécialisés ;

2.4. assurer la représentation de l'Assemblée dans les activités extérieures dans le domaine électoral ;

*Approuvé par le Bureau et ratifié par l'Assemblée le 28 juin 2024 et révisé par le Bureau le 7 avril 2025.

2.5. promouvoir la visibilité des activités de l'Assemblée dans le domaine électoral, y compris sa contribution au Cycle électoral au sein du Conseil de l'Europe.

3. Le Bureau de l'Assemblée reste responsable de la constitution des commissions ad hoc de l'APCE chargées d'observer les élections et les référendums, conformément au Règlement de l'Assemblée (annexe XIII).

Composition de l'Alliance

4. L'Alliance est composée de membres désignés par le Bureau comme suit :

4.1. Au titre des États membres du Conseil de l'Europe : des membres de l'Assemblée parlementaire sur la base des candidatures présentées par les groupes politiques et en tenant compte de la participation active aux missions d'observation des élections de l'APCE, de l'équilibre entre les sexes et de l'équilibre régional. Le Bureau désigne deux membres supplémentaires de l'Alliance parmi les représentant-es et suppléant-es de l'Assemblée qui n'appartiennent à aucun groupe politique ;

4.2. Au titre des parlements disposant du statut d'Observateur, de Partenaire pour la Démocratie ou d'Invité spécial avec l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : un-e parlementaire de chaque parlement unicaméral, et un-e parlementaire de chaque chambre pour les parlements bicaméraux, désigné-e-s par la délégation parlementaire ;

4.3. Un-e représentant-e désigné-e par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe ;

4.4. Un-e représentant-e désigné-e par Commission de Venise.

5. Le Président de l'Assemblée, les présidents de la commission des questions politiques et de la démocratie, de la commission de suivi et de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme, les présidents des groupes politiques, le rapporteur général sur la démocratie, ainsi que les représentants de l'Assemblée au Conseil des élections démocratiques de la Commission de Venise (membres et suppléants), sont membres de droit de l'Alliance.

Méthodes de travail de l'Alliance

6. En ce qui concerne l'application du Règlement de l'Assemblée, l'Alliance suit les règles applicables aux sous-commissions de l'Assemblée (article 49 du Règlement), sauf dispositions contraires.

7. Les langues de travail de l'Alliance sont le français et l'anglais.

8. Le Bureau de l'Alliance est composé d'un membre désigné par chaque groupe politique et approuvé par le Bureau de l'Assemblée. Le président ou la présidente de l'Alliance est désigné parmi les membres du Bureau de l'Alliance sur la base d'un accord conclu entre les groupes politiques assurant la rotation entre les groupes politiques. Le président ou la présidente et les vice-président-es de l'Alliance restent en fonction jusqu'à l'ouverture de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée. Ils/elles peuvent exercer un nouveau mandat, consécutif ou non. Un-e président-e ou un-e vice-président-e de l'Alliance désigné-e au cours d'une session pour un mandat incomplet peut être désigné-e pour deux autres mandats.

9. Les frais de participation des membres de l'Alliance à ses réunions et manifestations sont pris en charge par les parlements nationaux respectifs.

10. L'Alliance développe une coopération avec tous les partis du Conseil de l'Europe actifs en matière électorale dans le cadre du cycle électoral du Conseil de l'Europe, en particulier le Comité directeur sur la démocratie (CDDEM) et le Groupe de rapporteurs sur la démocratie (GR-DEM).

11. L'Alliance coopère activement avec les parlements nationaux et les parlementaires en Europe et au-delà, ainsi qu'avec les réseaux parlementaires et les assemblées parlementaires régionales et internationales, y compris, mais sans s'y limiter, avec les partenaires de l'Assemblée dans le cadre des missions internationales d'observation des élections, en particulier avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE/BIDDH), l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, le Parlement européen et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

12. L'Alliance coopère également avec d'autres organisations internationales, des administrations électorales, des ONG ainsi que des représentants des médias et du monde universitaire qui s'occupent de questions électorales.

13. L'Alliance rend compte périodiquement, au moins une fois par an, de ses activités au Bureau de l'Assemblée, qui approuve ses propositions.

Annexe 4 - Renvois en commissions

A. Renvois en commission

- *Garantir une utilisation légale et éthique de l'intelligence artificielle dans la guerre*, Doc. 16125, proposition de résolution : renvoi à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme pour prise en compte dans la préparation du rapport sur « La nécessité de moderniser le droit international humanitaire » ;
- *Tracer la voie pour une culture du consentement*, Doc. 16133, proposition de résolution : renvoi à la Commission sur l'égalité et la non-discrimination pour rapport ;
- *Sauvegarder les droits humains dans le cadre de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur public*, Doc. 16148, proposition de résolution : renvoi à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme pour rapport ;
- Décision du Bureau : *Conflits d'intérêts - établir des directives claires pour les membres de l'Assemblée afin de gérer les conflits d'intérêts potentiels, perçus ou réels* : renvoi à la Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités pour rapport (suivi de la Résolution 2596 (2025) Respect de l'État de droit et lutte contre la corruption au sein du Conseil de l'Europe) ;
- Décision du Bureau : *Modification de certaines dispositions du Règlement de l'Assemblée* : renvoi à la Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités pour rapport (suivi de la Résolution 2596 (2025) Respect de l'État de droit et lutte contre la corruption au sein du Conseil de l'Europe) ;
- Décision du Bureau : *Élaboration d'un code de conduite pour les représentants d'intérêts à l'Assemblée* : renvoi à la Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités pour rapport (suivi de la Résolution 2596 (2025) Respect de l'État de droit et lutte contre la corruption au sein du Conseil de l'Europe et de la Résolution 2594 (2025) Modification de certaines dispositions du Règlement de l'Assemblée) ;
- Décision du Bureau : *Résolution 2599 (2025) Mise en oeuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme* : renvoi à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme pour rapport ;
- Décision du Bureau : *Les mouvements de la jeunesse pour la démocratie* : renvoi à la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias pour rapport ;

B. Prolongation de renvois

- *Accroître la participation active et la contribution des parlementaires aux travaux de l'Assemblée parlementaire et de ses commissions*, Doc. 15518, proposition de résolution, renvoi 4655 du 20 juin 2022 (prolongé le 19 avril 2024) – validité : 20 juin 2025 : prolongation jusqu'au 15 octobre 2026 ;
- *Mise en oeuvre de l'Accord du Vendredi saint*, Doc. 15758, proposition de résolution, renvoi 4747 du 19 juin 2023 – validité : 19 juin 2025 : prolongation jusqu'au 19 juin 2026 ;
- *Les conséquences politiques de la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine*, Décision du Bureau, renvoi 4755 du 23 juin 2023 – validité : 23 juin 2025 : prolongation jusqu'au 23 juin 2026.

Annexe 5 – Liste des membres de la commission *ad hoc* pour l’observation des élections législatives en Albanie (11 mai 2025)

Chairperson / Président : Mr / M. Simone BILLI (Italy, ECPA / Italie, CEPA)

Socialists, Democrats and Greens Group / Groupe des socialistes, démocrates et verts (SOC)

Mr / M. Jone BLIKRA, Norway / Norvège
Mr / M. Cerni ESCALE CABRE, Andorra / Andorre
Ms / Mme Sascha FAXE, Denmark / Danemark
Mr / M. Pierre-Alain FRIDEZ, Switzerland / Suisse
Ms / Mme Luz MARTINEZ SEIJO, Spain / Espagne *
Mr / M. Axel SCHÄFER, Germany / Allemagne

Substitutes / Suppléant-es

Mr / M. Yunus EMRE, Türkiye
Mr / M. Gerardo GIOVAGNOLI, San Marino / Saint-Marin
Mr / M. Antonio GUTIERREZ LIMONES, Spain / Espagne
Ms / Mme Biserka KOSTADINOVSKA-STOJEVSKA, North Macedonia / Macédoine du Nord
Mr / M. Saša MAGAZINOVIĆ, Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine
Mr / M. Didier MARIE, France
Mr / M. Perran MOON, United Kingdom / Royaume-Uni
Mr / M. Christian PETRY, Germany / Allemagne
Mr / M. Stefan SCHENNACH, Austria / Autriche
Mr / M. Roberto SPERANZA, Italy / Italie
Ms / Mme Céline THIEBAULT-MARTINEZ, France
Ms / Mme Birute VĖSAITĖ, Lithuania / Lituanie
Ms / Mme Sandra ZAMPA, Italy / Italie

Group of the European People’s Party (EPP/CD) / Groupe du Parti populaire européen (PPE/DC)

Ms / Mme Borianna ÅBERG, Sweden / Suède
Ms / Mme Linda Hofstad HELLELAND, Norway / Norvège
Mr / M. Pablo HISPÁN, Spain / Espagne
Ms / Mme Belén HOYO, Spain / Espagne
Mr / M. Jan Filip LIBICKI, Poland / Pologne
Ms / Mme Denitsa SACHEVA, Bulgaria / Bulgarie

Substitutes / Suppléant-es

Mr / M. Joseph O’REILLY, Ireland / Irlande
Mr / M. Chris SAID, Malta / Malte
Mr / M. Georgios STAMATIS, Greece / Grèce

European Conservatives, Patriots & Affiliates (ECPA) / Conservateurs européens, Patriotes et Affiliés (CEPA)

Mr / M. Simone BILLI, Italy / Italie *
Dame Karen BRADLEY, United Kingdom / Royaume-Uni
Mr / M. Oleksii GONCHARENKO, Ukraine
Mr / M. Malte KAUFMANN, Germany / Allemagne

Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE) / Alliance des démocrates et des libéraux pour l’Europe (ADLE)

Mr / M. François BONNEAU, France
Ms / Mme Valentina GRIPPO, Italy / Italie *
Ms / Mme Rian VOGELS, Netherlands / Pays Bas

Substitutes / Suppléant-es

Mr / M. Mehmet AKALIN, Türkiye
Ms / Mme Yevheniia KRAVCHUK, Ukraine
Mr / M. Arminas LYDEKA, Lithuania / Lituanie
Ms / Mme Yuliia OVCHYNNYKOVA, Ukraine

Group of the Unified European Left (UEL) / Groupe pour la gauche unitaire européenne (GUE)

Mr / M. Andrej HUNKO, Germany / Allemagne *

Substitutes / Suppléant-es

Mr / M. Arnaldo LOMUTI, Italy / Italie

Co-rapporteur.es AS/MON (ex officio)

Mr / M. Ionuț-Marian STROE, Romania / Roumanie – EPP/CD / PPE/DC
ZZ

Accompanying person

Mr Stepan DENEGA, accompanying Mr Jan Filip Libicki

* Pre-electoral mission / mission préélectorale

Annexe 6 – Liste des membres de la commission *ad hoc* pour l'observation de l'élection présidentielle en Pologne (18 mai 2025)

Chairperson / Président : Mr / M. Iulian BULAI (Romania, ALDE / Roumanie, ADLE)

Socialists, Democrats and Greens Group / Groupe des socialistes, démocrates et verts (SOC)

Ms / Mme Zita GURMAI, Hungary / Hongrie
Mr / M. Antonio GUTIÉRREZ LIMONES, Spain / Espagne
Ms / Mme Bisera KOSTADINOVSKA-STOJEVSKA, North Macedonia / Macédoine du Nord *
Ms / Mme Annick LAMBRECHT, Belgium / Belgique
Mr / M. Saša MAGAZINOVIĆ, Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine
Mr / M. Perran MOON, United Kingdom / Royaume-Uni
Ms / Mme Sandra REGOL, France
Mr / M. Stefan SCHENNACH, Austria / Autriche
Mr / M Roberto SPERANZA, Italy / Italie

Substitutes / Suppléant-es

Mr / M. Jone BLIKRA, Norway / Norvège
Mr / M. Yunus EMRE, Türkiye
Mr / M. Gerardo GIOVAGNOLI, San Marino / Saint-Marin
Mr / M. Axel SCHÄFER, Germany / Allemagne

Group of the European People's Party (EPP/CD) / Groupe du Parti populaire européen (PPE/DC)

Ms / Mme Deborah BERGAMINI, Italy / Italie
Mr / M. Ricardo CARVALHO, Portugal
Mr / M. Pablo HISPÁN, Spain / Espagne
Ms / Mme Belén HOYO, Spain / Espagne
Ms / Mme Arusyak JULHAKYAN, Armenia / Arménie
Mr / M. Joseph O'REILLY, Ireland / Irlande *
Mr / M. Georgios STAMATIS, Greece / Grèce

ZZ
ZZ

European Conservatives, Patriots & Affiliates (ECPA) / Conservateurs européens, Patriotes et Affiliés (CEPA)

Mr / M. Simone BILLI, Italy / Italie
Ms / Mme Elisabetta GARDINI, Italy / Italie *
Mr / M. Armen GEVORGYAN, Armenia / Arménie
Mr / M. Malte KAUFMANN, Germany / Allemagne
Ms / Mme Jessica STEGRUD, Sweden / Suède
Ms / Mme Victoria TIBLOM, Sweden / Suède

Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE) / Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE)

Mr / M. Iulian BULAI, Romania / Roumanie *
Mr / M. Alfred HEER, Switzerland / Suisse
Ms / Mme Liliana TANGUY, France
Ms / Mme Lesia ZABURANNA, Ukraine
ZZ

Substitutes / Suppléant-es

Ms / Mme Lucia PLAVAKOVA, Slovak Republic / République slovaque
Ms / Mme Yuliia OVCHYNNYKOVA, Ukraine

Group of the Unified European Left (UEL) / Groupe pour la gauche unitaire européenne (GUE)

Ms / Mme Laura CASTEL, Spain / Espagne *

Co-rapporteur.es AS/MON (ex officio)

Ms / Mme Azadeh ROJHAN, Sweden / Suède – SOC (excused)
Mr / M. Pieter OMTZIGT, Netherlands / Pays-Bas – EPP/CD / PPE/DC

* Pre-electoral mission / mission préélectorale

Annexe 7 – mandat pour un-e rapporteur-e général-e sur les normes éthiques et la lutte contre la corruption

Mandat : deux ans, renouvelable une fois

Mandat

La ou le Rapporteur-e Général-e sur les normes éthiques et la lutte contre la corruption promeut de bonnes normes et pratiques éthiques dans les parlements nationaux des Etats membres du Conseil de l'Europe et dans d'autres parlements avec lesquels l'Assemblée parlementaire entretient des relations. La ou le Rapporteur-e Général-e suit de près le cadre d'éthique et d'intégrité de l'Assemblée et peut proposer à la Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités des actions visant à améliorer ce cadre ou, conformément au code de conduite des membres de l'Assemblée, à prendre des mesures pour en assurer le respect.

Responsabilités

Le rôle du ou de la Rapporteur-e Général-e est de :

- suivre les activités et entretenir des relations de travail, sur le thème de la lutte contre la corruption, des normes éthiques, et en particulier des normes éthiques parlementaires, avec :
 - les institutions et organes du Conseil de l'Europe, y compris le GRECO et le/la conseillère en éthique du Conseil de l'Europe ;
 - les responsables de l'éthique, les comités d'éthique et les autres organes et agences des parlements nationaux ;
 - des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, notamment l'Union interparlementaire, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ;
- représenter l'Assemblée auprès de l'un des organes ou groupes susmentionnés, le cas échéant ;
- réévaluer régulièrement le cadre éthique et d'intégrité de l'Assemblée en :
 - assurant le suivi des résolutions et recommandations antérieures de l'Assemblée sur les questions liées aux normes éthiques et à la lutte contre la corruption ;
 - étudiant le fonctionnement efficace du cadre d'éthique et d'intégrité de l'Assemblée et identifier les domaines à améliorer ; et
 - promouvant le développement d'une solide culture éthique au sein de l'Assemblée ;
- de participer à des initiatives visant à promouvoir et à renforcer les normes et pratiques éthiques dans les parlements nationaux des Etats membres du Conseil de l'Europe et dans d'autres parlements avec lesquels l'Assemblée entretient des relations, et de développer ces initiatives.

La ou le Rapporteur-e Général-e peut, conformément au code de conduite des membres de l'Assemblée, et notamment à ses paragraphes 19 et 22, saisir la Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités de préoccupations relatives à des allégations individuelles de violation du code de conduite. Il appartient à la commission d'examiner s'il convient ou non de prendre des mesures conformément au code de conduite, par exemple en lançant une enquête, en pleine conformité avec le rôle qui lui incombe en vertu du code de conduite. Le mandat du ou de la Rapporteur-e Général-e ne lui permet pas de faire des déclarations sur des cas individuels.

La ou le Rapporteur-e Général-e fait rapport, au moins une fois par an, à la Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités sur le fonctionnement et l'efficacité du cadre de déontologie et d'intégrité de l'Assemblée. Ce rapport contient toute proposition à examiner par la commission pour améliorer le fonctionnement du cadre déontologique et d'intégrité de l'Assemblée, ainsi que toute proposition visant à mieux promouvoir des normes éthiques rigoureuses dans les parlements nationaux.

Annexe 8 – Liste des membres de la commission *ad hoc* du Bureau pour participer à la 20e conférence européenne des organes d'administration des élections, Vilnius, 15-16 avril 2025

General Rapporteur on Democracy / Rapporteur général sur la démocratie :

Mr / M. George PAPANDREOU (Greece, SOC / Grèce, SOC)

Rapporteur on « Elections in times of crisis » / Rapporteur sur « Elections en temps de crise » :

Mr / M. Damien COTTIER (Switzerland, ALDE / Suisse, ADLE)

Members of the Council for Democratic Elections / Membres du Conseil des élections démocratiques :

Mr / M. Pablo HISPÁN (Spain, EPP/CD / Espagne, PPE/DC)

Lord BLENCATHRA (United Kingdom, ECPA / Royaume-Uni, CEPA)

Mr / M. Titus CORLĂȚEAN (Romania, SOC / Roumanie, SOC)

Substitute members of the Council for Democratic Elections / Membres suppléants du Conseil des élections démocratiques :

Mr / M. Michael Georg LINK (Germany, ALDE / Allemagne, ADLE)

Ms / Mme Octavie MODERT (Luxembourg, EPP/CD / Luxembourg, PPE/DC)

Ms / Mme Liliana TANGUY (France, ALDE / France, ADLE)

Members of the Bureau of PACE Network of Elections Observers / Membres du Bureau du Réseau des Observateurs d'Élections :

Lord BLENCATHRA (United Kingdom, ECPA / Royaume-Uni, CEPA), Chairperson / *Président*

Mr / M. Claude KERN (France, ALDE / France, ADLE)

Mr / M. George LOUCAIDES (Cyprus, UEL / Chypre, GUE) – *excused, represented by* / *excusé, représenté par* Mr / M. Andrej HUNKO (Germany, UEL / Allemagne, GUE)

Mr / M. Didier MARIE (France, SOC)

Ms / Mme Catia POLIDORI (Italy, EPP/CD / Italie, PPE/DC)

Annexe 9 – Liste des membres de la commission *ad hoc* du Bureau pour participer à la conférence sur *Concevoir des politiques publiques efficaces pour prévenir et gérer les cas des personnes migrantes disparues*, Strasbourg, 23-24 avril 2025

Chairperson / Président : Mr / M. Julian PAHLKE (Germany, SOC / Allemagne, SOC)

Committee on Political Affairs and Democracy / Commission des questions politiques et de la démocratie

Mr / M. Piero FASSINO (Italy, SOC / Italie / SOC)

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Commission des questions sociales, de la santé, et du développement durable

Ms / Mme María FERNÁNDEZ (Spain, SOC / Espagne, SOC)

Mr / M. Pierre-Alain FRIDEZ (Switzerland, SOC / Suisse, SOC)

Ms / Mme Carmen LEYTE (Spain, EPP/CD / Espagne / PPE/DC)

Committee on Migration, Refugees and Displaced Persons / Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées

Ms / Mme Nerea AHEDO (Spain, ALDE / Espagne, ADLE)

Ms / Mme Larysa BILOZIR (Ukraine, ALDE / Ukraine / ADLE)

Ms / Mme Sena Nur ÇELİK KANAT (Türkiye, NR / Türkiye, NI)

Ms / Mme Christiana EROTOKRITOU (Cyprus, SOC/ Chypre, SOC)

Mr / M. Emmanuel FERNANDES (France, UEL / France, GUE)

Lord Michael GERMAN (United Kingdom, ALDE / Royaume-Uni, ADLE)

Ms / Mme Meryem GÖKA (Türkiye, NR / Türkiye, NI)

Mr / M. Oleksii GONCHARENKO (Ukraine, ECPA / Ukraine, CEPA)

Lord Leslie GRIFFITHS (United Kingdom, SOC / Royaume-Uni, SOC)

Mr / M. Antonio GUTIÉRREZ LIMONES (Spain, SOC / Espagne / SOC)

Mr / M. Dimitrios MARKOPOULOS (Greece, EPP/CD / Grèce, PPE/DC)

Mr / M. Julian PAHLKE (Germany, SOC / Allemagne, SOC)

Mr / M. Paulo PISCO (Portugal, SOC)

Mr / M. Gonzalo ROBLES (Spain, EPP/CD / Espagne, PPE/DC)

Ms / Mme Pelin YILIK (Türkiye, NR / Türkiye, NI)

Ms / Mme Sandra ZAMPA (Italy, SOC / Italie, SOC)

Committee on Culture, Science, Education and Media / Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias

Ms / Mme Luz MARTINEZ SEIJO (Spain, SOC / Espagne, SOC)

Mr / M. José María SÁNCHEZ GARCÍA (Spain, ECPA / Espagne, CEPA)

Mr / M. Stefan SCHENNACH (Austria, SOC / Autriche, SOC)

Committee on Equality and Non-Discrimination / Commission sur l'égalité et la non-discrimination

Mr / M. Mustafa CANBEY (Türkiye, NR/NI)

Ms / Mme Sandra REGOL (France, SOC)

Mr / M. Giorgios STAMATIS (Greece, EPP/CD / Grèce, PPE/DC)

Committee on the Honouring of Obligations and Commitments by Member States of the Council of Europe (Monitoring Committee) / Commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)

Mr / M. Yunus EMRE (Türkiye, SOC)

Annexe 10 – Liste des membres de la commission *ad hoc* du Bureau pour participer à la réunion entre les parlementaires du Conseil nordique et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), Kristiansand, Norvège, 4-5 mai 2025

Chairperson / Président : Mr / M. Theodoros ROUSOPOULOS

Presidential Committee / Comité présidentiel :

Mr / M. Frank SCHWABE (Germany, SOC / Allemagne, SOC)

Mr / M. Pablo HISPÁN (Spain, EPP/CD / Espagne, PPE/DC)

Mr / M. Zsolt NÉMETH (Hungary, ECPA / Hongrie, CEPA)

Mr / M. Andrej HUNKO (Germany, UEL / Allemagne, GUE)

Committee on Political Affairs and Democracy / Commission des questions politiques et de la démocratie

Ms / Mme Ingjerd Schie SCHOU (Norway, EPP/CD / Norvège, PPE/DC) – member / membre

Mr / M. Stephen GETHINS (United Kingdom, NR / Royaume-Uni, NI) – substitute / suppléant

Committee on Legal Affairs and Human Rights / Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Mr / M. Ivan RAČAN (Croatia, SOC / Croatie, SOC) – member / membre

Ms / Mme Olena KHOMENKO (Ukraine, ECPA / Ukraine, CEPA) – substitute / suppléante

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Commission des questions sociales, de la santé, et du développement durable

Mr / M. Armen GEVORGYAN (Armenia, ECPA / Arménie, CEPA) – member / membre

Mr / M. Pierre-Alain FRIDEZ (Switzerland, SOC / Suisse, SOC) – substitute / suppléant

Committee on Migration, Refugees and Displaced Persons / Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées

Mr / M. Oleksii GONCHARENKO (Ukraine, ECPA / Ukraine, CEPA)

Committee on Culture, Science, Education and Media / Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias

Ms / Mme Mia KARAMEHIĆ-ABAZOVIĆ (Bosnia and Herzegovina, NR / Bosnie-Herzégovine, NI) – member / membre

Ms / Mme Nina KASIMATI (Greece, UEL / Grèce, GUE) – substitute / suppléante

Committee on Equality and Non-Discrimination / Commission sur l'égalité et la non-discrimination

Ms / Mme Catia POLIDORI (Italy, EPP/CD / Italie, PPE/DC)

Annexe 11 – Liste des membres de la commission *ad hoc* du Bureau pour participer à la réunion du Dialogue européen sur la gouvernance de l'internet (EuroDIG), Strasbourg, 12 mai 2025

Committee on Political Affairs and Democracy / Commission des questions politiques et de la démocratie

Ms / Mme Miapetra KUMPULA-NATRI (Finland, SOC / Finlande, SOC)

Committee on Legal Affairs and Human Rights / Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Ms / Mme Zeynep YILDIZ (Türkiye, NR / Türkiye, NI)

Mr / M. Emanuelis ZINGERIS (Lithuania, EPP/CD / Lituanie, PPE/DC)

Committee on Culture, Science, Education and Media / Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias

Ms / Mme Belén HOYO (Spain, EPP/CD / Espagne, PPE/DC)

Ms / Mme Marijana PULJAK (Croatia, ALDE / Croatie, ADLE)

Ms / Mme Maria-Nefeli VASILEIOU CHATZIOANNIDOU (Greece, EPP/CD / Grèce, PPE/DC)